



Choix de l'éditeur

La stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes, vers la définition d'une stratégie de l'US Air Force pour l'Arctique, GIEC et IPBES – Instauration et importance, démocratie imparfaite : le point noir de la lutte anticorruption au Ghana, les défis de la mobilité aérienne en Afrique subsaharienne

Le professeur Evan Ellis soutient, dans son article intitulé *La stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes*, qu'il est temps pour les États-Unis, leurs partenaires et la famille avec laquelle ils partagent cette région, de réfléchir à la manière d'optimiser leur coopération avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Aucune autre région du monde n'a une influence aussi directe sur la prospérité et la sécurité des États-Unis. Aucune autre région du monde n'entretient des relations commerciales plus étroites avec les États-Unis ni ne reçoit autant d'investissements américains. Par conséquent, aucune région n'a un impact plus direct sur la sécurité économique et la prospérité des USA. Evan Ellis souligne que l'engagement des États-Unis doit s'appuyer sur des *partenariats* fondés sur le *respect mutuel* avec les différents pays de la région. Les États-Unis se doivent par ailleurs d'examiner la dynamique de l'Amérique latine et des Caraïbes et leurs propres actions dans la région à la lumière d'un ensemble plus vaste de relations internationales et du contexte régional.

Pour le Col John L. Conway III, USAF, à la retraite, auteur de l'article *Vers la définition d'une stratégie de l'US Air Force pour l'Arctique*, l'US Air Force se doit d'élaborer une stratégie arctique apte à compléter la *Stratégie arctique* du département de la Défense avec ses capacités aériennes, en faisant valoir les capacités dont elle dispose dans la région et celles qui peuvent être rapidement déployées. Elle doit également établir des partenariats avec les autres armées et les autres nations du Grand Nord afin de garantir la sûreté et la sécurité de la région au sein du Conseil de l'Arctique, conformément au droit international et aux accords multilatéraux. Il conclut que si l'US Air Force

demeure sans stratégie pour orienter son action, et silencieuse sur les questions qui sont clairement de son ressort, elle laisse les autres armées lui dicter son rôle et ses missions dans cette région.

La plupart des accords régionaux et globaux sur l'environnement sont dotés de comités consultatifs scientifiques constatent Steinar Andresen et G. Kristin Rosendal dans *Le Groupe d'experts sur l'évolution du climat et la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques – Instauration et importance*, le plus complet et le plus sophistiqué étant sans doute l'IPCC. Diverses études révèlent que si ces comités sont nécessaires, ils ne suffisent pas à garantir la gestion efficace des organisations. Singulièrement, le régime de la biodiversité ne disposait pas de comité scientifique jusqu'à la création de l'IPBES en 2011.

Selon le professeur Kofi Nsia-Pepira, la démocratie est généralement considérée comme un frein à la corruption. Le Ghana fait cependant figure d'exception. Cet état de fait est tout simplement dû à l'interprétation erronée de Freedom House qui définit le pays comme une démocratie complète plutôt que comme une démocratie imparfaite, comme le décrit justement l'Economist Intelligence Unit. Cette définition erronée a masqué l'étude de la corrélation entre la prétendue « démocratie » du Ghana et sa corruption endémique, malgré les nombreux travaux universitaires sur la question. Dans son article intitulé *Démocratie imparfaite : le point noir de la lutte anticorruption au Ghana*, Kofi Nsia Pepira affirme qu'une bonne gouvernance doit impérativement s'appuyer sur une volonté politique, un cadre et un leadership éthiques, des lois efficaces, des agences, une administration et des peines dissuasives pour juguler la corruption.

Dans *Les défis de la mobilité aérienne en Afrique subsaharienne*, le commandant Ryan McCaughan, de l'USAF, analyse les enjeux du transport aérien en Afrique subsaharienne, les tentatives passées des États-Unis et de leurs partenaires pour résoudre ces problèmes et les raisons de leur insuffisance. Une méthode de recherche qualitative a été adoptée pour démontrer que le modèle d'appui actuel est insuffisant et onéreux, et que seule une approche générale et coordonnée associant les efforts des États-Unis, de l'Union africaine, de l'industrie américaine, des partenaires africains compétents et des autres états occidentaux intéressés, permettra de résoudre cette question.

Rémy M. Mauduit, Éditeur
Air and Space Power Journal—Afrique et Francophonie
Maxwell AFB, Alabama